Burundi : deux ministres et les chefs de l'armée accusés de corruption

@rib News, 26/11/210 â€“ Source AFPUne organisation non-gouvernementale burundaise a accusÃ© vendredi les ministres de la DÃ©fense et des Finances, le chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e et son adjoint d'avoir surfacturÃ© du matÃ©riel militaire dÃ©fectueux."Nous venons de dÃ©couvrir un grand scandale de dÃ©tournement de fonds et de corruption au ministÃ¨re de la DÃ©fense", a annoncÃ© Ã la presse le prÃ©sident de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (Olucome), Gabriel Rufyiri.
Ce scandale "porte sur un contrat signÃ© avec une sociÃ©tÃ© ukrainienne, Cranford trading inc, pour l'achat de matÃ©riel militaire pour une valeur de 5,6 millions de dollars, avec une surfacturation pour une somme qui avoisine les 2,8 millions de dollars", a expliquÃ© M. Rufyiri."Une commission de rÃ©ception de ce marchÃ© composÃ©e de trois gÃ©nÃ©raux et deux colonels avait dÃ©clarÃ© ce matÃ©riel dÃ©fectueux aprÃ¨s l'avoir essayÃ©. Il a pourtant Ã©tÃ© rÃ©ceptionnÃ© et payÃ© malg (...)", a-t-il soulignÃ©.Toujours selon le prÃ©sident de l'Olucome, c'est "une commission informelle composÃ©e du chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, et de son adjoint, le gÃ©nÃ©ral DiomÃ¨de Ndegeya, qui a recommandÃ que ce matÃ©riel soit rÃ©ceptionnÃ© en l'Ã©tat".M. Rufyiri a montrÃ© Ã la presse le procÃ¨s-verbal signÃ© par les deux gÃ©n qui approuve ce marchÃ©."Les responsables de cette malversation avÃ©rÃ©e sont la ministre des Finances, Clotilde Niragira, et le ministre de la DÃ©fense de l'Ã©poque, le gÃ©nÃ©ral Germain Niyoyankana, qui ont signÃ© ce contrat, et le chef d'Ã©tat-m de l'armÃ©e et son adjoint", a accusÃ© le militant anti-corruption.Le porte-parole du ministÃ¨re de la DÃ©fense et de l'armÃ©e, le colonel Gaspard Baratuza, n'a pas voulu rÃ©agir Ã ces accusations vendredi, expliquant que ce dossier "n'est pas encore portÃ© Ã ma connaissance"."Nous demandons que les coupables soient poursuivis par la justice, (...) car il est inadmissible que l'argent des contribuables burundais serve Ã acheter du matÃ©riel dÃ©fectueux et surfacturÃ©", a ajoutÃ© le prÃ©sident de l'Olucome.Cette ONG a dÃ©jÃ rÃ©vÃ©lÃ© plusieurs scandales financiers dont la vente illicite d'un avion prÃ©sidentiel en 2006, ou encore une affaire de double facturation de produits pÃ©troliers qui avait conduit au limogeage d'un ministre des Finances, Ã l'exil d'un second et Ã l'emprisonnement du patron de la Banque centrale.Le vice-prÃ©sident de l'Olucome, Ernest Manirumva, avait Ã©tÃ© tuÃ© Ã coups de couteau en avril 2009. La sociÃ©tÃ© civile a accusÃ© plusieur responsables de la police d'avoir organisÃ© cet assassinat. L'actuel prÃ©sident de l'association a souvent Ã©tÃ© menacÃ© de mort et a dÃ©jÃ Ã©tÃ© emprisonnÃ© Ã plusieurs reprises.Le Burundi, qui sort d'une longue guerre civile, a Ã©tÃ© classÃ© pa dix pays les plus corrompus du monde par Transparency international.